

tation politique mieux équilibrée qui prévoit l'expansion de l'activité du Canada dans le bassin du Pacifique et en Amérique latine", mais que fait-on si la majorité des firmes étrangères au Canada collaborent plutôt mollement à cette réorientation? Enfin, que signifie utiliser la souveraineté du Canada "pour orienter l'usage de ses ressources humaines limitées, de la richesse que les Canadiens peuvent produire, de sa science et de sa technologie (laquelle?) vers l'obtention d'une prospérité durable et équilibrée dans le contexte économique et social le plus large"?

Nous ne pouvons nous empêcher de conclure ce bref examen de la politique étrangère du Canada au cours des prochaines années et tel qu'exposée dans le Livre Blanc en disant qu'en évitant soigneusement d'aborder de front l'épineux problème des relations entre les Etats-Unis et le Canada, en se plaçant à un niveau d'analyse très général, en évitant de discuter des zones d'incompatibilité entre les divers objectifs de la politique étrangère et en particulier entre la croissance économique et la question de la souveraineté et de l'indépendance, les auteurs du Livre Blanc se sont placés sur un terrain solide. Sur ce terrain, la correspondance des "intérêts" canadiens et de ceux des firmes plurinationales paraît acquise (sauf sur certains points qui ne sont pas d'ailleurs sans importance), mais pour notre part cela ne nous incite pas pour autant à nous laisser aller à un optimisme délirant. On peut en effet se demander si les firmes étrangères ne poseront pas des contraintes plus sérieuses lorsqu'on passe au niveau plus concret de la stratégie ou de la politique industrielle d'un pays.

B) La firme plurinationale et la stratégie industrielle du Canada

Plusieurs croient, en effet, que la question de la propriété étrangère deviendra très importante lorsque le Canada cherchera à modifier ou à établir une politique industrielle et en particulier lorsqu'on envisagera une